

COMMENT EMPÊCHER LES DIRIGEANTS SYNDICAUX DE FAIRE ÉCHOUER LE MOUVEMENT ?

Il faut poser clairement le problème, si nous voulons nous donner les moyens de le résoudre : *pourquoi les manifs d'hier, n'ont-elle rassemblé que 60 000 personnes (contre 100 000 le 15 mars et 200 000 le 8 mars), alors que, dans le même temps, le mouvement lycéen de grève et de blocages battait tous ses records, avec 180 lycées touchés jeudi 31 mars ?*

L'APPEL SYNDICAL AU 2 AVRIL : UN MOYEN HYPOCRITE POUR TUER LE MOUVEMENT

Ce sont les directions des principaux syndicats enseignants, lycéens et étudiants qui sont les responsables de cette situation. Après avoir refusé d'appeler à la grève depuis le début du mouvement, les syndicats FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Éducation, FERC-CGT, UNL, FIDL et UNEF, ont convoqué les manifs du 2 avril sur la base d'un texte commun qui se caractérise de la manière suivante :

- La date du 2 avril a été fixée au lendemain des manifs du 15 mars, alors que le vote de la loi Fillon avait lieu le 24 : n'est-ce pas la preuve que les directions syndicales ont voulu liquider le mouvement **en ne proposant pas la moindre mobilisation d'ensemble pendant quinze jours ?!**
- En appelant à manifester un samedi après-midi, les dirigeants syndicaux **ont persisté dans leur refus d'appeler à la grève** (ne serait-ce qu'une journée !). Après l'échec évident de la tactique des « journées de manifestations » qui s'étaient multipliées sans grèves du 10 février au 15 mars, cela prouve que les dirigeants syndicaux ont voulu empêcher toute radicalisation du mouvement, au moment crucial du vote de la loi !
- L'appel « unitaire » conteste officiellement la loi Fillon... mais il **ne demande à aucun moment son RETRAIT !** Les dirigeants syndicaux voudraient-ils renoncer à cette revendication centrale du mouvement, sous prétexte que la loi a été votée par le Parlement de Chirac ? !
- L'appel ne convoque de **manifestations que dans 9 villes du pays** (Ajaccio, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille, Nancy, Paris, Rennes et Toulouse) : pourquoi pas dans les autres ? Là encore, voudrait-on empêcher l'extension du mouvement aux villes non mobilisées ?
- Enfin, dans la pratique, les principales directions syndicales **n'ont rien fait pour assurer le succès des manifestations du 2 avril**, pour relayer l'information, comme en témoigne la participation relativement faible aux cortèges des enseignants en particulier.

Dès lors, comment ne pas comprendre que les enseignants, les lycéens, les parents et les étudiants n'aient pas répondu plus massivement à l'appel ? **Ils ne sont pas responsables de cette situation : on comprend qu'ils ne se fassent aucune illusion sur les chances de succès de cette « tactique » lamentable mise en œuvre par les dirigeants des principaux syndicats !** Ils en ont assez de se faire mener en bateau, de se faire convoquer de temps en temps à des manifestations dispersées, sans lendemain, sans détermination ! Ils savent que *seule une grève réellement déterminée de toute l'Éducation pourrait faire céder Fillon* ; et ils savent qu'une grève ne peut se généraliser que si elle est imposée aux syndicats, qui doivent y appeler ! Les enseignants et personnels, en particulier, le savent d'autant mieux qu'ils se sont déjà faits trahir en mai-juin 2003 par les mêmes dirigeants syndicaux, alors qu'ils avaient fait grève par centaines de milliers pendant plusieurs semaines, exigeant l'appel à la grève générale pour défendre les retraites et l'école.

CRITIQUES ET PROPOSITIONS POUR LA COORDINATION NATIONALE LYCÉENNE

En fait, **depuis le 16 mars, seuls la grève, les « blocages » de lycées et l'auto-organisation des lycéens les plus combattifs ont permis de sauver le mouvement** (c'est d'ailleurs grâce à cela qu'il y a tout de même eu 60 000 personnes dans la rue hier, soit beaucoup plus que ce qu'escomptaient les directions syndicales !). Et cette radicalisation permet d'espérer, encore aujourd'hui, une extension de la grève, seul moyen pour obtenir le retrait de la loi Fillon. Comment faire maintenant pour parvenir à ce but ? *Il faut que la Coordination nationale lycéenne, seule alternative possible aux directions traîtres FIDL/UNL, prenne enfin toutes ses responsabilités.* Il faut donc critiquer fraternellement, mais sans concessions, les camarades qui la dirigent actuellement :

- Force est de constater que **la Coordination souffre d'un manque d'efficacité et d'organisation démocratique** (les deux sont liés). Si l'on veut que le mouvement se développe, il faut cesser d'éluider la question centrale de l'auto-organisation, c'est-à-dire mettre enfin en place un vrai système représentatif de délégués élus en AG dans chaque lycée, mandatés et révocables : *il n'est pas normal qu'un lycéen qui ne représente que lui-même et un lycéen délégué par son lycée, voire par un groupement de lycées, aient le même poids dans les réunions des coordinations !* Pour être crédible auprès des lycéens et acquérir un caractère massif, il faut que les Coordinations locales et nationales représentent démocratiquement et coordonnent plus de lycées mobilisés.
- D'autre part, **il faut que la Coordination nationale mette réellement en œuvre les décisions qu'elle prend !** Or ce n'est pas le cas : celle de la semaine dernière (27 mars) avait voté notamment, à la quasi-unanimité, pour l'organisation d'une délégation massive de lycéens auprès des principaux syndicats enseignants, pour exiger qu'ils cessent de se contenter d'un soutien purement formel à la grève lycéenne et aux blocages, et pour qu'ils appellent tous les enseignants et personnels à rejoindre la grève, puisqu'ils prétendent être contre la loi Fillon. *Pourquoi cette délégation n'a-t-elle pas eu lieu ?* À ce stade, il est inadmissible de ne pas comprendre que l'extension de la grève aux enseignants et personnels, et par conséquent l'appel des syndicats à la grève, est **la** question-clé : sans elle, le mouvement lycéen va mourir (il faut le dire clairement). C'est pourquoi, plutôt que d'aller encore une fois au Quartier Latin, et plutôt que de prétendre encore une fois qu'on pourrait forcer à 1000-1500 un barrage policier pour aller à l'Assemblée (où d'ailleurs la loi Fillon ne reviendra plus jamais ! !), nous proposons

QUE LA PROCHAINE MANIF CONVOQUÉE PAR LA COORDINATION À PARIS SE RENDE AU SIÈGE DU SNES-FSU, POUR EXIGER QU'IL APPELLE LES ENSEIGNANTS À LA GRÈVE !

(Le SNES est le syndicat largement majoritaire des enseignants du secondaire ; son siège est : 46, avenue d'Ivry, Paris 13^e)

Des lycéens, étudiants et enseignants mobilisés, réunis le 2 avril avec le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

Les militants du Groupe CRI se tiennent à l'entière disposition du mouvement : contactez-nous ! groupecri@free.fr ou 06 64 91 49 63.

PROCHAINE RÉUNION avec le Groupe CRI : CE LUNDI, 4 avril, à 18 h. Rdv. : Métro Place Monge (ligne 7), en haut de l'escalator.